



L'industrie a un avenir et il doit être prioritaire

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

L'industrie doit continuer à tenir une place économique majeure. Les pouvoirs publics ont, en la matière, un rôle essentiel : avoir une vision construite à moyen et long terme, conditionner et cibler les aides accordées, préserver des secteurs ou entreprises dont l'activité est considérée comme stratégique.

Des choses ont été faites ces dernières années, même si elles sont perfectibles : création (demande de FO) de la Banque publique d'investissement, mise en place du Conseil national de l'industrie et de ses filières, programmes d'avenir.

Des erreurs ont aussi été commises, tel l'octroi du CICE et du pacte de responsabilité sans obligation de contreparties. On se souvient également de la gestion par les pouvoirs publics des dossiers d'Arcelor à Florange ou d'Alstom.

Aujourd'hui, un autre dossier est emblématique : les chantiers navals STX à Saint-Nazaire. C'est un secteur stratégique que l'État ne doit pas délaissier en prenant le risque de faire entrer un actionnaire ne présentant pas toutes les garanties pour la pérennisation du savoir-faire, de la fabrication et des emplois.

C'est pourquoi, aujourd'hui actionnaire à hauteur de 33 % (minorité de blocage), il serait utile que l'État monte à nouveau au capital pour atteindre 51 %, en application du décret dit « décret Montebourg ».

Il s'agit non seulement d'un secteur sensible, mais d'une entreprise au carnet de commandes bien rempli, avec un personnel compétent et qui pourrait par ailleurs jouer un rôle clé demain dans la création d'une nouvelle filière, revendiquée par Force Ouvrière : la filière de déconstruction.

Nous savons construire des bateaux ou des avions et leur déconstruction se fait dans des conditions sociales et environnementales inacceptables, à l'autre bout du monde. Cette filière constituerait une nouvelle activité porteuse de valeur ajoutée et d'emplois.

L'industrie a un avenir et il doit être prioritaire.

Force Ouvrière, dans son rôle, s'y engage par ses positions, par ses revendications, par ses interventions et dans la négociation, comme nous venons encore de le montrer dans l'automobile. C'est l'alliance entre notre liberté, notre indépendance et notre responsabilité. ▀

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@JCMAILLY SUR TWITTER